

Convention collective
IDCC : 3211. – ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

ACCORD DU 3 MARS 2016
RELATIF À LA NÉGOCIATION QUINQUENNALE SUR LES CLASSIFICATIONS

NOR : ASET1650534M

IDCC : 3211

PRÉAMBULE

En application des dispositions de l'article L. 2247-1 du code du travail, le collège employeur a invité à une séance de négociation les organisations syndicales représentatives dans la branche.

Cette séance a eu lieu le 2 février 2016.

Au cours de cette réunion, elles ont estimé qu'il y avait nécessité de réviser les classifications définies au chapitre III de la convention collective SEP 2015. Le périmètre de la négociation est défini à l'article 4 du présent accord.

Lors des précédentes négociations (révision de la convention collective PSAEE devenue convention collective SEP 2015 et de l'accord interbranches sur l'emploi et la formation professionnelle) les parties ont convenu :

- de porter à l'ordre du jour de la présente négociation la question restée en suspens d'une modalité d'avancement minimal à l'issue de la période de 6 ans donnant lieu à trois entretiens professionnels prévus par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- et de porter en outre à la discussion de la présente négociation la recherche d'un palliatif à l'absence de constitution de droits à congés payés pendant les arrêts maladie.

En application de l'article 1.5 de l'accord sur le droit syndical et le dialogue social du 7 juillet 2015, les organisations ont arrêté dans le présent accord de méthode les conditions nécessaires permettant de garantir un fonctionnement paritaire tout au long de leurs travaux.

Le présent accord de méthode fixe :

- les thèmes et le périmètre des négociations ;
- le temps consacré à la négociation et le calendrier pour la conduire (nombre de réunions et thèmes abordés par réunion) ;
- la méthode de préparation par les représentants des deux collèges et les moyens des salariés ou représentants mandatés par les organisations (prise en charge du salaire et des frais engagés, recours à d'éventuels experts, formation commune, etc.).

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est celui de la convention collective SEP 2015.

Article 2

Principes généraux de la négociation

La commission de négociation travaillera à partir d'un document de suivi des articles de la convention collective SEP en cours d'application.

Aucun élément de la négociation ne pourra être considéré isolément comme définitif. La validation par les parties se fera sur un texte global.

L'équilibre général du projet sera donc appréhendé par chacune des parties au terme de la négociation.

Article 3

Composition. – Mandatement

La commission paritaire de négociation est composée au maximum :

1. Pour le collège salarié, de deux représentants par organisation ;
2. Pour le collège employeur, d'un nombre égal de représentants.

Cette commission est présidée par le collège employeur qui en assure le secrétariat technique et administratif. Sa délégation sera portée à la connaissance des organisations syndicales.

Dans le collège salarié, chaque organisation syndicale désigne ses représentants et en informe par écrit le secrétariat technique et administratif. Toute modification de la liste ainsi communiquée devra être signalée avant chaque réunion.

Les organisations peuvent requérir la présence d'un expert. Cela donnera lieu à programmation préalable et information de toute les parties de sorte que la commission choisisse date et ordre du jour en conséquence.

Article 4

Périmètre de la négociation

En vue de dresser des constats partagés, les parties au présent accord s'accordent sur un périmètre de négociation défini ainsi, après bilan de mise en œuvre des classifications par les parties en présence :

1. Recherche de solutions aux défauts jugés structurels ;
2. Fonctions à ajouter et fonctions à modifier ;
3. Relecture des critères classant et niveaux de formation et de qualification ;
4. Organisation du poste dans l'établissement : fiche de poste, fiche de classification, liens hiérarchiques et fonctionnels ;
5. Gestion des évolutions des carrières :
 - bas de grille salariale et salaire minimum conventionnel ;
 - progression salariale au terme d'une période de 6 ans au cours de laquelle trois entretiens professionnels auront été conduits ⁽¹⁾ sans qu'il y ait eu au cours de cette période une telle progression salariale, une action de formation ou de certification ;
 - nombre de points par degré et/ou valeurs de base des strates, valorisation de l'ancienneté et implication professionnelle ;
 - plurifonctionnalité.
6. Subsidiairement : recherche d'un palliatif à l'absence de constitution de droits à congés payés pendant les arrêts maladie.

(1) En application de l'article L. 6315-1 du code du travail et des dispositions de l'accord interbranches de l'emploi et formation professionnelle dans les établissements d'enseignement privés du 3 novembre 2015.

Article 5

Calendrier

Les parties conviennent qu'un délai de mise en application de 4 mois est nécessaire à l'issue de la signature d'un accord de révision. Le premier septembre est la date d'application qui facilite la mise en œuvre des nouveaux textes conventionnels. En conséquence, tout accord intervenant entre le 1^{er} mai et le 31 août voit sa mise en application reportée au 1^{er} septembre de l'année suivante.

La périodicité des réunions sera de l'ordre de 6 semaines afin de pourvoir aux préparations nécessaires. Une trêve estivale sera respectée du 10 juillet au 20 août 2016 pour les transmissions de documents de travail. En conséquence, la réunion de reprise pourra se faire à compter du 5 septembre 2016.

Les dates et thèmes fixés pour les commissions paritaires de négociation sont les suivants :

Mardi 2 février 2016	Accord de méthode
Jeudi 3 mars 2016	Accord de méthode
Mardi 12 avril 2016	Identification des défauts dits structurels Fonctions manquantes/à modifier Première relecture des critères classant
Jeudi 2 juin 2016	Critères classant (suite de la relecture) Gestion des évolutions de carrière (bas de grille en priorité)
Jeudi 7 juillet 2016	Gestion des évolutions de carrière (suite)
Mardi 6 septembre 2016	Palliatif à l'absence de constitution de droit à congés payés sur les arrêts maladie et questions liées au poste
Mardi 18 octobre 2016	Ecriture des modifications conventionnelles possibles
Mercredi 19 octobre 2016	
Jeudi 24 novembre 2016	Clôture des négociations
Mardi 10 janvier 2017	Date « de secours »

Les réunions mentionnées dans le tableau ci-dessus ne s'imputeront pas sur le contingent annuel de réunions prévu à l'article 2.1 de l'accord sur le droit syndical et le dialogue social du 7 juillet 2015.

Article 6

Modalités de mise en œuvre

Les parties signataires produiront autant qu'elles le jugent nécessaire un document d'accompagnement de la mise en œuvre de l'accord de révision.

Article 7

Organisation matérielle des réunions

L'ordre du jour et les documents de travail seront adressés 15 jours avant chaque réunion de la commission paritaire de négociation. Toute production en réaction avec les documents envoyés dans le délai précité doit parvenir aux parties 5 jours avant chaque réunion pour être examinée au cours de celle-ci.

Les réunions de négociation se dérouleront de 9 h 30 à 17 h 15.

Une pause déjeuner de 1 heure sera organisée. Le collège employeur prendra en charge ces repas dans la limite du nombre maximal des représentants mandatés.

Article 8

Autorisation d'absence et prise en charge des coûts

Les organisations informent, les chefs d'établissements concernés des mandats qu'ils ont confiés à leurs représentants.

Les chefs d'établissements concernés sont invités à prendre contact avec le collège employeur (secretaire@collegeemployeur.org) pour confirmation et information sur le calendrier.

Le salarié expressément mandaté par une organisation syndicale représentative signataire bénéficie :

- d'une autorisation d'absence pour toute réunion paritaire nationale ainsi que d'une journée de préparation par journée de réunion programmée dans la limite du nombre de journée fixée au calendrier défini à l'article 5 et sous réserve d'informer le chef d'établissement à réception de la convocation ;
- de l'indemnisation, par l'établissement, des frais engagés pour se rendre aux réunions paritaires dans la limite du barème prévu ci-dessous.

L'établissement, dans le cas d'un salarié ou l'organisation syndicale, dans le cas d'un non salarié, demande au collège employeur (277, rue Saint-Jacques, 75005 Paris) la prise en charge des frais remboursés et du salaire correspondant aux réunions visées ci-dessus.

FRAIS DE TRANSPORT	FRAIS DE REPAS ET HÔTELLERIE
<ul style="list-style-type: none">– frais réels sur justificatif plafonnés sur la base de remboursement tarif SNCF 2^{de} classe (si moyen de transport différent, produire devis SNCF pour la date du trajet)– frais RATP pris en charge sur la base d'un ticket au prix unitaire carnet– les « cartes d'abonnement transport » (cartes-fréquence, Navigo) sont prises en charge sur la base domicile-Paris après présentation, par le demandeur, du nombre de réunions auxquelles il a participé sur l'année scolaire et de l'économie ainsi réalisée par le collège employeur– les frais réels de véhicule à moteur peuvent être pris en charge sur autorisation préalable du secrétaire du collège employeur dans la limite de 300 km par réunion. Tarif plafonné à 0,40 € par km.	<ul style="list-style-type: none">– en cas de trajet de nuit, prise en charge du petit-déjeuner dans la limite de 7 €.– frais réels sur justificatif plafonnés à 20 € pour le dîner de la veille de la réunion– frais réels sur justificatif plafonnés à 90 € par nuitée (en cas de réunion sur 2 jours ou nécessité de voyager la veille)

Article 9

Durée

Le présent accord de méthode vaut pour la durée prévue en son article 5.

Article 10

Modalités de dépôt

L'accord est déposé par la partie la plus diligente conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.

Fait à Paris, le 3 mars 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNOGEC ;

SNCEEL ;

SYNADEC ;
SYNADIC ;
UNETP.

Syndicats de salariés :

FEP CFDT ;
FNEC-FP FO ;
SNEC CFTC ;
SNEIP CGT ;
SPELC ;
SYNEP CFE-CGC.